



LE PETIT JOURNAL

**SOMMES-NOUS DES PIGEONS
VOYAGEURS ?**

**DOSSIER SUR L'ONG
TRANSPARENCY INTERNATIONAL**

**TROIS ANS APRÈS, LES HYÈNES
RÔDENT TOUJOURS**

Édito

Dans le numéro mars-avril d'aujourd'hui vous découvrirez ce que sont les hyènes du Malawi, un dossier sur l'action de l'ONG Transparency International et un travail sur le nationalisme et le populisme en Europe. La tribune traitera quant à elle de l'état actuel de l'université et ses défis. Enfin vous découvrirez trois articles sur les thèmes de l'écologie et du zéro-déchet.

L'équipe du PEtit Journal tient à remercier tous les pôles de l'AEPE qui continuent à vous partager du contenu durant cette période notamment au pôle arts&culture qui font le maximum pour vous offrir du contenu de qualité et diversifié sur les réseaux sociaux. Si vous ne savez pas quoi faire de vos journées il est définitivement temps de vous abonner à [poleculturel.pe](https://www.instagram.com/poleculturel.pe) sur Instagram !

Bonne lecture à tous !

Léa Boucher & Syrinna Gharib

Sommaire

Europe

- Montée de l'extrême droite, comment l'expliquer ? 4
- Transparency International, l'ONG qui lutte contre la corruption 5

Tribune

- SOS l'Université ne répond plus ! 12

Écologie

- Réflexions sur l'action écologiste 14
- Du zéro-déchet dans vos slips 15
- Sommes-nous des pigeons voyageurs ? 17

Société

- Trois ans après, les hyènes rôdent toujours 20

Vie du PE

- Alumni du Parcours Europe 23

Montée de l'extrême droite, comment l'expliquer ?

Personne n'a pu passer à côté de l'attentat de février dernier perpétré à Hanau en Allemagne. L'auteur de cet attentat, Tobias Rathjen, justifie la mort de 9 personnes par sa "haine des étrangers et des non-blancs". Le parquet fédéral allemand annonce « élément à l'appui » qu'il s'agit d'une « motivation xénophobe ». Mais comment a-t-on pu en arriver là ? Comment expliquer cette montée des violences populistes en Europe ?

Le nationalisme prône l'unité linguistique, culturelle voire religieuse au niveau national et voit comme un danger l'immigration, la mondialisation ou le multiculturalisme. Il rejette toutes les institutions à caractère supranational qui empêcheraient les citoyens d'exercer leurs pleins pouvoirs en votant les politiques de leur nation (c'est dans ce contexte qu'on a vu émerger le parti britannique anti-européen UKIP par exemple). C'est le retour du populisme, c'est à dire des valeurs traditionnelles, conservatrices et sécuritaires qui rassurent le peuple. Marine Le Pen, par exemple, se portait en 2017 « candidate de la France du peuple », d'un peuple, qui se sent laissé pour compte par le gouvernement. La crise économique de 2008 et la crise des migrants sont tenues comme responsable de cette montée du nationalisme en Europe. On le remarque sur ces cartes, c'est entre 2008 et 2019 que l'accession de l'extrême droite au pouvoir s'est accélérée.



Source :
Grand Angle Le Figaro: Que pèse réellement
l'extrême droite en Europe ? Par Julien Licourt.

A en croire le périodique « L'Est Républicain », la crise migratoire développerait un métissage des sociétés européennes et engendrerait une dilution de l'identité nationale. En Italie notamment, ce sentiment de politique migratoire excessive s'est traduit par l'arrivée au pouvoir des partis de droite. La Zone Euro et l'Union Européenne en général sont pris pour cible par les nationalistes qui craignent un déclassement économique européen face à la mondialisation. Ce sentiment anti-européen a su se faire entendre notamment en Grande Bretagne où l'UKIP dirigée par Nigel Farage a initié le BREXIT. Heureusement, dans les autres pays européens, l'extrême droite ne va pas si loin. En Allemagne, l'AFD a tout de même le regrettable projet de sortie de la Zone Euro et souhaite la suppression du Parlement Européen.

La menace de ces partis extrémistes s'accroît en Europe, même s'ils restent minoritaires dans certains pays comme l'explique Nele Katharina Wissmann, chercheuse associée à l'Ifri et au Cerfa interrogée par Franceinfo : "Les militants d'extrême droite sont moins nombreux que dans les années 1990, mais ils sont plus violents. Certains sont prêts à mener des actions comme des attentats ».

Propos issus du manifeste laissé par l'auteur de l'attentat, Tobias Rathjen, relayé par le Bild et le spécialiste du terrorisme au King's College de Londres, Peter Neumann sur Twitter.

Qu'est-ce que la corruption et comment est-elle analysée?

La corruption est un phénomène assez difficile à mesurer notamment parce qu'il est caché. Et c'est certainement pour cela que l'IPC est sujet aux critiques. Ce qu'il analyse est en effet difficile à cerner. Le site de Transparency International, définit la corruption comme « l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel » et ne s'intéresse qu'à ces cas-là. Ainsi l'IPC classe « les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique ». Bien que la corruption ne soit pas restreinte au domaine public, il n'est pas incohérent de la voir comme plus dangereuse et dérangeante dans cette sphère.

Parmi les critiques à l'encontre de l'IPC, beaucoup portent sur sa construction. Comme le révèle le site de Transparency International, l'IPC est un « indice composite, un sondage de sondages, faisant appel à des données sur la corruption, tirées de sondages d'experts réalisés par divers organismes indépendants ».

Autrement dit, l'IPC est conçu sur les analyses d'autres organismes privés, qui sont ensuite croisées par TI. On dénombre 12 organismes différents qui fournissent 13 sous indices. Ce qui jette le doute sur la rigueur scientifique de notre indice, n'est pas le fait qu'il naisse du couplage de tous ces indices ; mais le fait que tous les pays étudiés ne bénéficient pas du même nombre de critères. Car s'il est imposé que chaque pays comptabilisé soit évalué par au moins 3 critères, il ne s'agit pas forcément des trois mêmes pour tous. Pire, certains pays ont été analysés par plus d'indicateurs que d'autres. Comment comparer équitablement des pays qui n'ont pas eu le même traitement ? Au final on compte 9 pays analysés par 10 indicateurs et une majorité de pays évalués par 7 (35 pays) ou 8 sources (38 pays).

Qui paie ?

Plus généralement l'organisation est pointée du doigt pour son manque d'indépendance financière. Car comble de l'ironie, elle reçoit des financements d'entreprises faisant elles-mêmes l'objet de condamnation pour corruption. L'ONG compte de nombreux financeurs et évidemment, tous ne sont pas problématiques.

On retrouve parmi eux, la Commission européenne. En effet, Transparency International EU est inscrite comme représentante d'intérêts (synonyme de lobby) auprès de la Commission européenne depuis 2008. Dans une démarche d'impartialité, la Commission a prévu un code que tout représentant d'intérêt doit signer avant d'être déclaré comme tel. Ce code stipule certaines règles afin que les signataires « ne se procurent pas ou n'essaient pas d'obtenir des informations ou des décisions d'une manière malhonnête ou en recourant à une pression abusive ou à un comportement inapproprié ». En tant que représentant d'intérêt, l'organisation a le droit à une subvention de sa part pour financer des programmes et non pas pour financer l'organisation en tant que telle. Plus spécifiquement, les subventions proviennent de la direction générale du développement et de la coopération. En 2017, dernière date donnée par le site de la Commission, le montant s'élevait à plus de 4,5M d'euros alors que l'ONG donnait une fourchette de dépenses comprises entre 1,7M et 2M d'euros.

Autre mécène inattendu d'une des filiales de l'organisation : l'Etat français. Ou plutôt la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Cette institution créée en janvier 2014 et pourtant méconnue s'occupe de "promouvoir la probité et l'exemplarité des responsables publics, de contrôler la déontologie de certains responsables et agents publics, d'encadrer le lobbying et de diffuser une culture de l'intégrité.". Sur son site, on peut voir que TI.FR affirme employer 4 personnes dans le cadre de l'activité de représentant d'intérêts auprès de la Haute Autorité en 2018. Le montant de subvention ou d'aide de l'institution envers l'organisation n'est pas donné.

Plus déconcertant, l'organisation, malgré une volonté d'indépendance affichée, compte parmi ses bienfaiteurs principaux, une liste de ministères des affaires étrangères ainsi que de gouvernements. Enfin, parmi les donateurs, on retrouve des organismes qui ont été accusés de fraude et corruption. Par exemple, l'entreprise allemande Siemens accusée et condamnée pour corruption en 2007. L'entreprise a en effet reconnu avoir un réseau de caisses noires d'un milliard d'euros. C'est à dire qu'elle détenait des fonds cachés, utilisés pour verser des pots-de-vin aux différents partenaires commerciaux. Elle admettait également que la corruption touchait toutes les activités du groupe, dans plusieurs pays.

Aux côtés de Siemens, la fondation Open Society Foundations (OSF). Ce réseau de fondations créé et détenu par le philanthrope américano-hongrois George Soros, a pour but de promouvoir la gouvernance démocratique et les droits de l'homme. Ce discours semble aller dans le sens de TI, pourtant, l'homme aux commandes du deuxième organisme philanthropique mondial, derrière celui de Bill et Melinda Gates, et dont la fortune est estimée par le magazine Forbes à 22 milliards de dollars en 2012 ; est impliqué dans une affaire de fraude fiscale. En 2011, il avait déjà été condamné pour délit d'initié dans l'affaire de la banque Société Générale. Il récidive et apparaît en 2017, parmi la liste de clients du cabinet d'avocat Apple By mêlé à l'affaire des Paradise Papers. Les Paradise Papers sont un ensemble de révélations publiées en novembre 2017, des suites d'une fuite de 13,5 millions de documents confidentiels dont 6,8 millions en provenance de ce cabinet. L'affaire dévoile les failles du système fiscal international et met particulièrement en avant ce cabinet qui fait partie des leaders mondiaux de la finance offshore. Il permet à ses clients d'éviter par tous les détours possibles de payer leurs impôts, que ceux-ci soient privés ou découlent de leurs activités professionnelles (ou de bienfaisance...).

Faire le point à mi-chemin

Transparency International se base sur divers sous indices pour créer le(s) sien(s). Considérez maintenant, que chaque indice possède des sous indicateurs, qui sont parfois clairement définis et trouvables, et d'autres fois non. Pareil pour les personnes chargées de collecter les informations relatives à ces indices. Certains organismes en dressent la liste ce qui permet de les retrouver ; d'autre fois leur identité ou leur fonction n'est pas donnée. Dernière incohérence, il paraît impossible et injuste de comparer des pays qui n'ont pas été soumis aux mêmes indicateurs.

Du reste, l'organisation bénéficie du financement d'entreprises ou de fondations mises en cause dans des affaires pécuniaires si ce n'est pas de corruption. D'autres soutiens financiers sont condamnables mais pour d'autres motifs. Par exemple, ils peuvent être impliqués dans des catastrophes écologiques. Tout ceci ne constitue que la partie immergée de l'iceberg, puisque toutes ces informations sont exposées au public. Elles sont visibles, pas forcément clairement divulguées ou mises en avant. Pour autant, TI reste la seule capable de fournir autant de données ou du moins la seule à être autant reprise par tous les médias qui souhaitent évoquer la corruption.

Les sous-indicateurs

Les 13 sources de données utilisées pour construire l'indice de perception de la corruption (IPC) 2018 sont énoncées dans un rapport disponible librement sur le site de TI. Les sous-indicateurs sont collectés auprès d'organismes privés qui en général s'intéressent à la démocratie, ou à la stabilité de l'économie mondiale. Ainsi, l'IPC est construit à partir d'extraits d'investigations plus vastes reprises et recoupées par TI. Parfois, ces informations ne sont accessibles qu'aux clients des organismes les élaborant et les données sont alors payantes. Enfin, la plupart des organismes fournissant ces informations n'ont rien à se reprocher mais quelques-uns sont plus contestables. A suivre, un bref descriptif de ces sources problématiques. Afin de vous épargner, j'ai choisi de vous détailler le processus analytique d'une seule source.

Si par hasard le détail des processus analytiques pour toutes les sources vous intéresse, visitez ce site : https://www.transparency.org/files/content/pages/2018_CPI_Methodology.zip

- **Indicateurs de gouvernance durable 2018 - Bertelsmann Stiftung**

La fondation privée Bertelsmann Stiftung basée en Allemagne, œuvre dans différents domaines comme l'éducation ou la santé. Elle se veut indépendante et apaisante. Pourtant, son manque de transparence et sa proximité avec la sphère politique, ont été critiqués à maintes reprises. Ainsi, en 2007 l'écrit collectif "Netzwerk der Macht – Bertelsmann" ("Réseau de pouvoir Bertelsmann") publié par Jens Wernicke Torsten Bultmann répertorie "tous les domaines politiques dans lesquels Bertelsmann est actif", selon un des éditeurs. Les 34 participants à cet ouvrage dénoncent ensemble l'influence politique grandissante de la fondation. C'est aussi ce que révèle Wernicke dans une interview où il déclare "(...) *ce qui est répréhensible devrait être décidé par tout le monde. Nous sommes (...) préoccupés lorsque des intérêts privés influencent de plus en plus la définition du bien commun.*" Il dit enfin, qu'une des conséquences de la prépondérance de la fondation est la mise en danger de la démocratie "au sens institutionnel".

Plus tard, en 2010, le journaliste Thomas Schuler réitère l'expérience et publie "Bertelsmannrepublik Deutschland – eine Stiftung macht Politik" (République Bertelsmann d'Allemagne - une fondation fait de la politique). Fruit d'un travail de 4 ans, il y explique les liens anormaux entre la fondation et le grand groupe média Bertelsmann SE & Co, ainsi que l'influence politique et sociale du groupe en Allemagne. Des années plus tôt, Schuler prévenait déjà sur son impact dans le pays, rapportant la contribution de la fondation à la création des lois Hartz IV. Ces lois datant de 2005, ont drastiquement réduit le taux de chômage allemand, empêchant ce que le chancelier Schröder appelait «le droit à la paresse». Mais elles ont surtout participé la précarisation des actifs, puisqu'elles prévoient la réduction de l'indemnisation du chômage et durcissent les critères pour la percevoir.

La source

La fondation renseigne à TI des indicateurs de gouvernance durable (SGI - Sustainable Governance Indicators) qui examinent la gouvernance et les processus de décision dans tous les États membres de l'OCDE et de l'Union européenne. Leurs objectifs étant d'évaluer le besoin de réformes de chacun de ces pays et leur capacité à les mettre en œuvre. Mais pour mesurer cela, ils évaluent, et c'est ce qui intéresse notre ONG, la capacité de prévention de la corruption.

Attention, la logique est complexe: 67 indicateurs formulés sous forme de questions, sont donnés à des experts qui doivent pour chaque question (indicateur) choisir une réponse parmi 4. Il leur est ensuite demandé de rendre un rapport écrit, indiquant un score pour chacun des indicateurs.

Le processus analytique ne s'arrête pas là et se complexifie davantage. Un pays est évalué par au moins deux experts, eux-mêmes encadrés par 8 coordinateurs. Tous les résultats sont ensuite approuvés par un conseil consultatif, puis soumis à un examen par d'autres experts. Tout cela pour quels résultats ?

3 Criterion: **Rule of Law**
State powers check and balance one another and ensure civil rights.

3.1 Separation of powers
To what extent is there a working separation of powers (checks and balances)?

This question refers to the basic configuration and operation of the separation of powers (institutional differentiation, division of labor according to functions and, most significantly, checks and balances). However, it does not refer to the tendency toward convergence and a fusion of powers that can be observed in parliamentary systems. It does include the subjection of state power to the law.

There is a clear separation of powers with mutual checks and balances.	10
	9
	8
The separation of powers is in place and functioning. Checks and balances are occasionally subject to interference, but a restoration of balance is sought.	7
	6
	5
The separation of powers is formally established but weak in practice. One branch, generally the executive, has largely undermined checks and balances.	4
	3
	2
There is no separation of powers, neither de jure nor de facto.	1

Political and socioeconomic deteriorations in selected countries

Venezuela in shambles: After two populist decades, extreme poverty is rampant again in the very badly governed petro-state.

Setback in **Bangladesh**: Due to the worsened quality of elections, the formerly fifth largest democracy is classified as an autocracy again.

Turkey out of balance: In no other country has the subversion of separation of powers advanced as much in recent years as in the highly defective democracy on the Bosphorus.

Europe's troublemakers: The government of **Poland** has increasingly applied political pressure on independent media, following the **Hungarian** example.

Bertelsmann Transformation Index
www.bti-project.org
© Bertelsmann Stiftung 2018

BertelsmannStiftung

Résultats

La corruption n'est pas évaluée individuellement par le SGI. Elle fait partie d'un tout, recoupé en 4 catégories: le processus électoral, l'accès à l'information, les droits et libertés politiques, l'Etat de droit. Ici, l'aperçu du critère «Etat de droit» et de la thématique «séparation de pouvoirs». Il est subdivisé en 4 thématiques : la séparation des pouvoirs, l'indépendance judiciaire, la poursuite des abus de pouvoir et les droits civils.

Les notes obtenues se situent entre 1 (faible) et 10 (élevé). Être proche de 1 signifie être assimilé à un État dans lequel « les titulaires de charge publique peuvent exploiter leur position pour leur profit personnel sans craindre de conséquences juridiques ou de publicité négative», tandis qu'à l'inverse être proche de 10 signifie que « les mécanismes juridiques, politiques et d'intégrité publique empêchent efficacement les titulaires de charge publique d'abuser de leur position »

Les résultats de 2018 placent la Suède en première position. Mais la grande gagnante, avec un score de 9.1, est suivie de très près par la Finlande, qui totalise le même score. A l'opposé on trouve la Turquie (2.7). Enfin, pour ceux qui se demandent où est la France, sachez qu'elle est en bonne position avec un score de 7.2.

Les sources: le débrief

Finalement, 3/12 fournisseurs de données semblent problématiques (la fondation privée Bertelsmann Stiftung fournit 2 indicateurs). C'est peu. En revanche, si l'on résume les faits une dernière fois, on s'aperçoit que Transparency International s'associe à des groupes aux ambitions et influences débordantes, qui s'immiscent, voire empiètent délibérément sur les platebandes politiques, quitte à mettre en danger les idéaux de démocratie et transparence. La conséquence est double: d'un côté notre ONG perd en crédibilité au fur et à mesure de cet article, et de l'autre, l'irréprochabilité parfois encore fantasmée des systèmes politiques occidentaux, perd un peu plus la face.

Pour ce qui est des analyses et des résultats, on note d'abord la complexité des processus analytiques. Tous ont en commun les nombreuses questions et les multiples catégories ensuite recoupées et dont TI extrait la donnée qui l'intéresse. On trouve aussi beaucoup de relectures: des experts sont chargés de faire l'évaluation qui est relue et interrogée par d'autres experts. Enfin, les résultats ne sont pas les mêmes partout évidemment, mais globalement certains pays se démarquent. Par exemple, le Bhoutan a souvent de très bonnes notations. C'est également le cas des pays scandinaves (notamment du Danemark). Au bas du classement, la Syrie, le Soudan, le Soudan du Sud et le Venezuela sont mentionnés plusieurs fois.

Le cas bulgare

Dernière pierre de l'édifice: la situation bulgare. Éloignons-nous un peu de l'indice de corruption et constatons la corruption plus concrètement.

Souvenez-vous, au début de l'article, nous avons constaté que la Bulgarie était le pays le moins bien noté d'Europe. Son IPC atteignait le score de 71/100. La Bulgarie a l'habitude d'être le mauvais élève de l'Europe en matière de corruption. Aux côtés de la Roumanie, c'est le seul État membre à disposer d'un mécanisme de surveillance ordonné par la Commission européenne. Ce dernier consiste surtout en un suivi, des rapports et des recommandations.

D'ailleurs, dans son dernier rapport la Commission se réjouit des mesures prises en Bulgarie et félicite le pays. Néanmoins, quelques tâches obscurcissent le tableau. Dans le communiqué de presse lié à ce rapport, il est dit que *"la Commission constate, dans son rapport, une nette dégradation de l'environnement médiatique du pays au cours de ces dernières années, qui risque de restreindre l'accès du public à l'information et d'avoir une incidence négative sur l'indépendance de la justice, certains médias opérant des attaques ciblées contre des juges."*

Au fond, ces paroles tout comme les chiffres d'IT, ne font que confirmer une réalité que les bulgares vivent depuis de longues années et qui s'est révélée tardivement aux yeux de la France. En effet, c'est en 2018, lorsque la Bulgarie accède à la présidence du Conseil de l'UE, que les journalistes de l'hexagone s'agitent et écrivent des articles à ce sujet. En réalité, ils le font surtout parce que juste avant d'accéder à ce nouveau poste, la Bulgarie adopte une loi anti-corruption sous l'impulsion de la Commission Européenne. Cette loi a été votée, puis, Roumen Radev président bulgare depuis 2017, s'y est opposé par veto. Il la pensait inadaptée à la lutte contre la corruption, trop faible et inefficace.

Cette loi prévoyait entre autres, l'instauration d'une unité spéciale anti-corruption dont les membres seraient appointés par le Parlement et dont le but serait d'enquêter sur les personnalités de haut rang, leurs revenus et les éventuels conflits d'intérêts. Ce contre quoi le président n'avait pas d'objections. Par contre, la loi ne protégeait pas les auteurs de dénonciations, ce qui selon lui était dangereux. Tout compte fait la loi passe, puisqu'après sa réexamination par le Parlement, le président ne peut plus se soustraire à la signer.

Dans ce pays, la corruption est routinière et gagne tous les échelons de la société. Elle commence par les achats de permis de conduire et s'envole jusqu'à atteindre les sommets de l'Etat. Passe du coup de pouce payant pour avoir une place en crèche, au policier qui ferme les yeux contre quelques billets. Parfois elle est condamnée, mais c'est rare. Ce fut le cas pour l'ex-directeur des services secrets bulgares, proche du Parti socialiste, Kirtcho Kirov. Lui qui avait détourné 2.6 millions d'euros de fonds publics, prend 15 ans en 2018. Mais la majorité des coupables, évite la case prison et tire une carte chance, qui sans les laver de tout soupçon, préserve leur liberté. Delyan Peevski, en sait quelque chose. Tumultueux député centriste, il aurait, selon un article de Slate de 2014, connu une hausse injustifiée de 10. 000 euros sur son compte bancaire, pour laquelle il n'a jamais été inquiété. Car l'un des drames de la corruption, est que l'organe chargé de la réprimer, s'en fait complice. Le cercle vicieux contamine alors rapidement tout un pays. A tel point, qu'en 2016, un rapport, du Center for the Study of Democracy à Sofia, indiquait qu'1/5 des adultes était mêlé à une activité de corruption, en payant ou acceptant un pot-de-vin.

Adriana Dagba

TRIBUNE

SOS l'université ne répond plus !

10/03/20, à l'heure où j'écris ces lignes, les chargés.e.s de TD de l'université de Nantes n'ont toujours pas été payé.e.s depuis la rentrée, c'est-à-dire septembre 2019, ce qui représente quand même 6 mois de travail. On dit qu'aujourd'hui, l'Etat est le plus grand employeur de travailleurs précaires, je crois qu'on peut difficilement faire pire, car c'est clairement du bénévolat plus qu'un emploi, travailler plus pour gagner zéro, sacré concept en tout cas. Ainsi, cet événement témoigne d'une absence de considération pour l'université publique française. Malheureusement il s'agit du dernier événement en date d'une longue série. En effet, plus personne ne s'étonne d'avoir une seule secrétaire pour toute la licence d'histoire, ce qui doit bien représenter 800 personnes avec des multiples combinaisons différentes d'emploi du temps à gérer, personne ne s'étonne que le Parcours Europe récupère un secrétaire contractuel à peine un mois avant les portes ouvertes et qui ne connaît malheureusement pas grand-chose à la filière.

Les budgets des bibliothèques universitaires sont considérablement réduits, ce qui induit forcément une diminution d'achat de livres, comme si à Nantes nous n'étions pas déjà défavorisés par rapport aux autres grandes villes universitaires françaises. Je vais m'arrêter ici mais la liste est encore longue. L'université française est dans la même situation que les sportifs français à qui on demande d'être performants lors des compétitions internationales alors que certains sont obligés d'avoir un travail à côté pour subvenir à leurs besoins.

Pour répondre à tous ces problèmes le gouvernement nous donne comme réponse, un projet de loi, la LPPR, pour loi de la programmation pluriannuelle de la recherche, et au vu des premières réactions des enseignants-chercheurs, les mieux à même il me semble de juger cette loi, cela risque de ne rien régler, et même pire, il y a un risque encore plus fort de détérioration de la situation. Ajouté à cela la réforme des retraites qui va impacter les enseignants de manière directe d'autant plus que le contenu reste encore très flou concernant la prime pour les enseignants, on est mal patron, on est même très mal.

Ainsi la Loi PPR a été annoncée le 1er février par le gouvernement d'Edouard Philippe. Si on doit retenir les grandes lignes, le budget alloué à la recherche va augmenter, ce dont il faut évidemment se réjouir, mais il va falloir être compétitif et accepter une diminution de la liberté académique, moins réjouissant d'un coup.

Si l'on en croit une professeure de droit de Nanterre interrogée par France Inter, et qui a très certainement très bien compris la situation étant donné qu'elle doit être aussi intelligente voire plus que le gouvernement, *« la recherche puisqu'elle serait indexée sur la réalisation de certains projets, dans une logique de compétition. Cela limite la liberté du chercheur puisqu'il doit nécessairement se couler, se glisser dans des priorités de recherches, qu'il n'a pas lui-même définies. Il n'y a plus de liberté à mener des recherches qui ne se situent pas dans les lignes de financement des organismes nationaux, publics ou privés »*. En résumé, il n'y a pas de problème à étudié l'économie mais par contre les Sciences Humaines et Sociales (SHS) seront totalement délaissées puisque qu'elles ne représentent pas vraiment d'intérêt rationnel et ne sont pas très utiles au bon fonctionnement de la start-up nation. Mais il ne faut pas être dupe, cette loi ne prend pas en compte toutes les mesures proposées par le gouvernement et notamment des sujets chauds comme la fusion de la fonction de maître de conférence et de professeur d'université qui a été écartée, mais jusqu'à quand ? Car il est clair que cela serait une énorme économie pour le gouvernement : fusionner ces deux fonctions voudrait dire être sur le modèle du chargé de TD qui fait le TD et les professeurs qui ne dispensent que les CM, ce qui supprimerait forcément des postes. L'avantage étant pour le gouvernement que les chargés de TD sont plus faciles à « manager » au sein de la start-up nation, puisque leurs financements de thèse dépendent de l'Etat.

Les problèmes de l'université sont donc loin d'être résolus, on tend même vers une précarisation de plus en plus grande du personnel de l'université et donc par extension d'une baisse de la qualité de l'enseignement reçu. Il va falloir avoir beaucoup de courage et de volonté maintenant pour faire de la recherche et de l'enseignement. Malheureusement les contestations des enseignant.e.s risquent de ne pas être prises en compte, mais on commence à y être habitué maintenant.

Réflexions sur l'action écologiste

Si à l'heure de la multiplication des initiatives écologistes en tous genres, de la radicalisation d'une frange de mouvements pourtant bon enfant (Youth For Climate, Fridays For Future), l'action en faveur de la préservation de l'environnement semble indispensable, la question de comment agir se pose plus que jamais. Car si le constat de la catastrophe environnementale, du dérèglement climatique et de la sixième extinction de masse est bien partagé, aucun consensus ne se forme sur une réaction adéquate.

Sur la forme je dirais que l'écologie individuelle, dite « colibri », est aujourd'hui le modèle de l'action écolo à la mode. Le discours écologique dominant vante ainsi les mérites des petites actions individuelles telles qu'éteindre la lumière, réduire sa consommation d'eau ou trier ses déchets. Pourtant une telle approche de l'écologie, centrée sur l'individu, ne me semble pas souhaitable pour plusieurs raisons. D'abord elle sous-entend que les actions de chaque individu ont le même impact sur l'environnement or on sait que l'impact de chacun.e dépend de ses capitaux culturels et économiques, de sa classe sociale. Selon qu'il soit plus ou moins riche, un individu ne contribue pas autant au dérèglement climatique, il n'en subit pas les conséquences à la même force. Une écologie individuelle porte également le risque de renforcer la société individualiste sur laquelle se base notre modèle économique. En outre c'est oublier les causes structurelles de la catastrophe actuelle que de rechercher des solutions dans l'action de chacun.e plutôt que dans un changement systémique. Prôner une écologie du chacun.e pour soi revient à soutenir qu'un changement systémique radical, au sens étymologique du terme, n'est pas nécessaire or je considère le capitalisme mondialisé incompatible avec la préservation de l'environnement. D'un péril commun, une cause commune ne peut-elle pas émerger ? Tout un panel d'initiatives solidaires a vu le jour pour tenter d'enrayer la catastrophe environnementale et climatique en se substituant au système capitaliste. AMAP, coopératives, réseaux d'échange se multiplient, prouvant ainsi qu'une réaction collective à la catastrophe est possible. La victoire de l'abandon du projet d'aéroport à NDDL me pousse à espérer qu'une telle riposte peut être victorieuse, vectrice de mondes nouveaux.

Faire un lien entre le mouvement Extinction Rébellion et la Première Internationale semble relever de la pirouette intellectuelle. Pourtant l'immense majorité des groupes locaux d'XR et l'Association Internationale des Travailleurs se revendiquent, à 160 ans d'écart, anticapitalistes. Ce point commun n'est pas anodin, il prouve que la volonté de dépasser notre système économique ne date pas d'hier et qu'elle s'inscrit dans une histoire des luttes sociales. Ce système, le capitalisme, repose sur plusieurs principes tels que l'accumulation des capitaux, vectrice de néfastes inégalités, et la perpétuelle hausse de la production conduisant à la destruction de l'environnement, à l'exploitation du vivant. On retrouve ici, une profonde connexion intrinsèque entre des mouvements sociaux pour le partage des richesses (ex) et écologistes en faveur de la préservation de l'environnement

Il s'agit dans les deux cas de lutter contre la domination de l'être-humain, dans les relations à ce qui l'entoure et à ses congénères. Penser l'équité et le partage dans la société écologiquement soutenable pour laquelle nous nous battons permet d'éviter les dérives de l'écologie comme l'éco-fascisme. Partir d'exemples d'autres façons de s'organiser et d'habiter la terre en prenant les aspects positifs de la ZAD ou du Rojava peut nous aider à joindre égalité et écologie dans nos combats et réflexions.

Si chacun.e ne se retrouvera pas dans ces lignes, j'espère que nous tomberons tout au moins d'accord pour dire que l'action reste nécessaire, que la catastrophe ne peut être ralentie qu'à condition d'une réaction massive de ceux.elles qui peuvent se la permettre. Et je me prends à rêver que la lutte pour la préservation de l'environnement et la limitation du dérèglement climatique permettra de voir éclore d'autres façons d'habiter la planète sans exploitation ni domination de certain.e.s sur d'autres. Un monde à construire en somme.

Roman Morinière

Du zéro-déchet dans vos slips

Il existe nombres de protections hygiéniques peu utilisées dont nos vagins auraient bien besoin pour réduire leur impact en CO² et se protéger des produits chimiques présents dans la plupart de protections « classiques ». Voici donc, sans plus attendre, une liste non-exhaustive des alternatives qui te feraient du bien, à toi et à ta flore vaginale.

La cup :

Grande championne des protections zéro déchets, la cup est un calice qui recueille ton sang, comme un tampon mais en mieux puisqu'elle ne finira pas dans une décharge à ciel ouvert et ne contient pas de produits blanchissants présents dans la plupart des tampons. La cup gagne de plus en plus de popularité dans vos culottes et il y a bien une raison à cela. Une étude britannique a démontré, en 2015, que les règles coûtaient environ 23 000 euros au cours d'une vie. En effet, même si une boîte de tampons de 5€ ne paraît pas très chère vue comme ça, au bout de toute une vie de règle, ça fait un sacré paquet d'argent. Un sacré paquet d'argent qu'on aurait préféré dépenser ailleurs que dans notre slip. La solution ? La cup bien évidemment. Elle coûte entre 20 et 40€ selon les modèles et a une durée de vie d'environ 5 ans, voire plus si on la chouchoute bien.

En plus de son aspect économique intéressant, elle présente un côté pratique : plus besoin d'emballer en 2-2 son tampon usagé dans du papier toilette, plus besoin de conserver précieusement le petit film plastique pour pouvoir y ranger sa serviette (surtout que la plupart du temps, le petit film se fait la malle dans les confins de ton sac et tu ne le retrouves que 2 mois plus tard). Grâce à la cup, même pas besoin de poubelle, tu l'enlèves, tu la rinces avec de l'eau et hop tu la remets bien au chaud.

On veillera tout de même à ne pas garder la cup trop longtemps pour éviter un petit choc toxique qu'on n'a vraiment pas envie d'expérimenter. En ce qui concerne la beauty routine de la cup, la rincer entre chaque retrait (avec un peu de savon neutre s'il faut) et la désinfecter dans de l'eau bouillante entre chaque règle suffira pour qu'elle soit comme neuve.

Les serviettes lavables :

Si on peut considérer la cup comme l'amalgame du tampon, la serviette lavable est, quant à elle, beaucoup plus proche de son homologue jetable. Encore une fois, les produits chimiques en moins. Elle est composée de 2 faces : une en coton ou en fibre de bambous pour absorber le sang et l'autre en une matière assez épaisse pour ne pas laisser de mauvaise surprise le soir en rentrant du Pilate. De plus, elle deviendra la meilleure amie de ceux qui ne veulent pas se salir les doigts ou qui ne sont pas très à l'aise à l'idée de garder quelque chose toute la journée dans leur vagin. L'avantage c'est qu'il existe plein d'entreprises françaises qui en produisent, mais ce qui est encore mieux c'est qu'on peut les faire soi-même lors d'une après-midi couture avec Papy Jean et Tata Monique. Pour ce qui est de son prix, on peut compter entre 30 et 40€ pour 4/5 serviettes. Le prix peut paraître un peu élevé mais le jeu en vaut la chandelle. Très pratiques pour la nuit, les serviettes lavables peuvent être lavées à la main avec de l'eau et du savon entre chaque utilisation et être passées à la machine après chaque fin de cycle.



Les culottes de règles

On connaît tou.te.s les culottes de règles. Celles un peu minables au fond du tiroir, pas très belles, parfois trouées ou tachées mais qui sont bougrement confortables. Eh bien ce n'est pas de ces culottes dont on parle aujourd'hui. En effet, il existe maintenant des culottes menstruelles prévues pour absorber et retenir ton sang sans avoir besoin d'aucune serviette, tampon ou cup. Elles sont en général plus fines qu'une serviette « classique », très pratique pour pallier à l'effet « couche » que provoque cette dernière. Encore une fois, aucun produit chimique n'y est présent. En outre, aucune odeur désagréable, souvent communes aux serviettes jetables, n'y est présente (on va enfin pouvoir sentir bon de la teuch' pendant nos règles). Pour ce qui est du prix, c'est la solution la plus onéreuse proposée jusqu'à présente : entre 30 et 40€ pour une culotte. Mais on sait tou.te.s bien que ce soit le genre de sous-vêtements qu'on aura toujours dans 10 ans. Vis-à-vis de l'entretien, c'est le même processus que pour la serviette lavable : lavage à la main pour enlever le sang et passage à la machine après chaque cycle.

Sur ce, prend soin de toi mais aussi de la nature et peut-être qu'un jour on se fera rembourser ces produits qui ne sont visiblement pas de « première nécessité ».

Sommes-nous des pigeons voyageurs ?

Atteints par ce qu'on pourrait appeler le culte du voyage, de plus en plus de jeunes aujourd'hui se représentent le voyage comme un objectif de vie à atteindre pour se sentir accompli, intégré ou bien encore intéressant. Pour un nombre grandissant d'entre nous, nous sommes tombés dès l'enfance dans cette potion magique, notre goût pour l'aventure et la découverte aiguisée, il nous semble ensuite difficile d'y renoncer. On peut évoquer les effets des réseaux sociaux qui nous plongent tous les jours dans ce monde fantastique des influenceurs où le voyage est roi, mais aussi plus largement internet qui nous ouvre à de nouveaux horizons, visuellement très attirants, et nous permet d'organiser nos voyages facilement et de moins en moins cher. Il est de plus important d'évoquer un bon nombre d'autres facteurs : le développement du low cost, la mondialisation qui nous incite naturellement à partir à l'autre bout du monde mais aussi nous pousse à vouloir découvrir des endroits encore peu impactés par cette uniformisation ...

On évalue ainsi à 86% le nombre de jeunes qui partent au moins une fois par an en vacances et 92 % d'entre eux souhaite partir pour leur prochain voyage « à la découverte de cultures différentes » d'après la FUAJ.

Ce qui nous permet de nous interroger sur cette fameuse contradiction qui agite particulièrement notre génération : peut-on prôner l'écologie mais dans le même temps envisager le voyage international comme une pratique viable, un but à atteindre pour mener une vie accomplie ?

L'idée n'est pas de nous culpabiliser avec cet article mais bien de comprendre ce phénomène, proposer des solutions plus viables mais aussi et surtout de prendre conscience du problème pour y réfléchir ensemble.

Le tourisme, outil de destruction massif de l'environnement

Soyons d'abord un peu scolaire, voilà un rapide rappel de l'impact du tourisme sur l'environnement. En effet, il émet les mêmes pollutions que n'importe quelle autre industrie : pollution de l'air, de l'eau, bruits, déchets solides et liquides, produits pétroliers et résidus chimiques... Revenons sur certaines pratiques particulièrement problématiques liées au tourisme.

La problématique la plus évidente est celle du déplacement. L'avion, très souvent critiqué, est en tête des émissions de gaz à effet de serre. On estime que ses émissions sont à 45 fois supérieures que celles d'un TGV et le tourisme représente 60% du trafic aérien. Mais la voiture n'est pas à minimiser tout comme l'impact d'un bateau de croisière, qui produit 7000 T de déchets/an.

On pense aussi évidemment à la dégradation de la biodiversité liée à l'activité touristique. Les exemples sont nombreux, allant de l'intrusion humaine dans les milieux marins qui abîme les récifs coralliens par exemple, à la déforestation massive pour installer des complexes touristiques, sans oublier le piétinement répété des sols qui abîme certaines espèces, voir menace leur existence.

On peut aussi évoquer l'urbanisation touristique qui attaque directement l'espace naturel, et ses conséquences (gestion de l'eau usagée, déchets ...). Aussi, sur l'île de Pâques chilienne, la gestion des déchets est si difficile qu'on remarque un dérèglement lié à la prolifération des rongeurs et de moustiques porteurs de la dengue.

Et les installations touristiques s'inscrivent même parfois dans une démarche tout à fait absurde, avec la création de complexes dans des espaces hostiles dont la consommation de ressources dépasse l'entendement. Ainsi, on peut s'attarder sur la mise en place de 20 terrains de golf au Maroc, pays régulièrement atteint de sécheresses. Or il faut environ 6 500 m³ d'eau par jour pour arroser un terrain de golf de 18 trous, sans oublier les pesticides pour entretenir le gazon. Plus proche de nous, on note le développement de stations de ski dans des endroits sévèrement touchés par le réchauffement climatique, qui espèrent être attractives en s'établissant parfois au pied des pistes, multipliant alors les conséquences de son fonctionnement sur l'environnement qui l'entoure. Cependant, les coûts se multiplient car la neige se fait de plus en plus rare et ce sont des canons à neige qui doivent régulièrement être utilisés pour contenter les milliers de skieurs chaque année. On aperçoit alors d'autant mieux le paradoxe du système qui s'automutile dans sa recherche de bénéfices.

Enfin, l'économie locale est souvent bouleversée par le tourisme de masse, ce qui modifie profondément le quotidien des populations, leur tradition et parfois menace leur mode de vie. Par conséquent, cette transformation, qui notons-le, précarise certaines populations et crée un rapport d'inégalité entre touristes et locaux bien souvent, dénature aussi l'environnement. Des industries polluantes s'implantent, des grands hôtels occupent et privatisent l'espace et le rapport des locaux à leur milieu de vie prend une valeur marchande.

Nous pouvons conclure ce résumé non exhaustif par cette citation du sociologue Rodolphe Christin, qui dans son livre *Le Manuel de l'antitourisme* déclare que l'industrie touristique est « un antivoyage transformant le monde en parc d'attractions », car elle est lucrative ; ainsi, les régions dans leur désir d'attractivité ne sont plus le résultat d'une Histoire mais bien d'une ingénierie qui les met en scène et les organise. Mais n'existe-t-il pas un autre type de tourisme, durable ou responsable dont la pratique ne s'oppose pas à la protection de notre planète ?

Le tourisme durable, une solution viable ?

Représentant seulement 1% du tourisme en 2008, il en existe aujourd'hui de nombreuses variantes : de l'écotourisme au tourisme équitable passant par le tourisme durable, on peut difficilement faire un exposé des nuances sans poser d'abord une base commune. Ce que l'on va nommer communément le tourisme durable est défini par l'OMT comme « Un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil. » Il repose sur les bases du développement durable et on lui alloue 3 objectifs :

- Participer au développement économique local (et ainsi permettre une juste rémunération des prestataires)
- Préserver la nature (les destinations choisies doivent être respectueuses de la nature et de leur écosystème)
- Rencontrer la population locale (dans le cadre d'une véritable insertion et d'un partage parmi les autochtones)

Des labels ont été créés pour permettre à tous et à chacun de s'investir dans cette pratique. On peut citer notamment l'ATR (Agir pour un Tourisme Responsable), une certification française donnée aux voyagistes qui préservent et défendent les intérêts des populations locales ; le Green Globe, un label international avec un cahier des charges en matière d'environnement ainsi qu'une protection économique et sociale des acteurs ; enfin, on peut bien évidemment citer l'écolabel européen qui récompense les structures touristiques qui trient et économisent l'eau et l'énergie.

Cette nouvelle manière de voyager s'inscrit dans un besoin pour un certain nombre de voyageurs de visiter autrement, plus lentement, d'une manière plus responsable. Mais elle requiert un certain nombre de sacrifice, au niveau du confort d'abord, mais aussi et surtout au niveau du prix et de l'énergie à consacrer à cette pratique. De plus, on lui reconnaît ses limites.

Tout d'abord, le tourisme durable reste du tourisme, c'est-à-dire qu'il repose sur des pratiques fondamentalement polluantes, le déplacement des individus notamment, représente un coût énergétique difficile à diminuer. Aussi, il alimente un système qui repose sur l'accumulation des profits et la rentabilité, dont pour l'instant il n'est pas près de se détacher au vu du petits nombres d'alternatives qu'il existe. On remarque d'ailleurs qu'un certains nombres d'agences touristiques ou de complexes utilisent cette pratique en plein développement pour acquérir une bonne image auprès de ses consommateurs tout en continuant à détériorer l'environnement par ailleurs. Le Costa Rica se présente ainsi souvent comme une destination éco-responsable, préservant ses parcs nationaux et proposant par exemple des logements respectueux de l'environnement (écolodge) un peu partout dans le pays. Pourtant, on y voit se développer des centres de sauvegardes des espèces sauvages qui masquent une réalité qui se rapproche plus du zoo voir de l'élevage, ou bien on remarque une utilisation du plastique et des pesticides tout bonnement catastrophiques.

Enfin, nous pouvons conclure cette réflexion avec ce constat. Le tourisme responsable s'oppose fondamentalement au tourisme de masse parce qu'il est pratiqué par une minorité de personnes. Et cette pratique ne pourra pas se généraliser au risque de bafouer ce qui la constitue. En effet, il est bon de rappeler que c'est bien la masse qui détériore, qui transforme profondément la biodiversité et le paysage. C'est bien parce que ce sont des milliers de personnes qui décident tous les hivers d'aller faire du ski que des stations extrêmement polluantes naissent au pieds des pistes. Mais alors que faire ? Pouvons-nous décemment continuer de prôner ce tourisme qui semble être réservé aux plus privilégiés d'entre nous tout en fustigeant ceux qui ne respectent pas ses principes par manque d'argent et de sensibilisation? Pouvons-nous réellement voyager à l'international aussi fréquemment en s'abritant derrière certaines considérations, oubliant que c'est la massification de cette pratique qui pose majoritairement problème ?

Ces questionnements sont à étudier et à prendre en considération lorsqu'il s'agit de réfléchir sur nos habitudes. Cependant, ils ne doivent pas non plus masquer une réalité : le tourisme durable reste la solution la plus viable à ce jour pour continuer à voyager tout en protégeant un maximum notre planète. Mais pouvons-nous continuer à voyager ?

L'Antarctique voit son nombre de visiteurs augmenter considérablement chaque année, en 2019, il a vu 60 000 touristes défile. Tous sont des amoureux de la nature, sensibilisés à l'urgence climatique qui réalise l'impact de leur passage sur cette terre fragile. Tous sont venus contempler un monde qui disparaît. Une dernière fois.

Clara Gombert

Trois ans après, les hyènes rôdent toujours

Il y a 3 ans, été 2017, j'ai été choquée par des mots. Par des témoignages. Par le portrait dressé d'un pays, de traditions barbares qui durent depuis des siècles.

Cet article n'a pas pour but d'être objectif. Il a pour but de partager ce que je sais de faits dont on ignore beaucoup. Ce dont je vais vous parler est une réalité que subissent de nombreuses femmes, mais que pourtant la majorité d'entre nous ignore et ne soupçonne même pas.

Chez nous, comme dans beaucoup de pays, les premières règles provoquent souvent de la joie chez les parents. Les filles elles-mêmes ont parfois le sentiment de grandir, d'être devenues quelqu'un d'autre. Dans certains pays, les parents organisent une fête pour célébrer le passage à l'âge adulte de leur enfant (comme en Grèce). Dans d'autres, la tradition veut que la mère gifle sa fille, pour lui faire monter le rouge aux joues (en Turquie par exemple).

Et dans d'autres, les mères envoient leurs filles se faire violer.
Enfin. Pas exactement. Elles les envoient dans des camps « de vacances ».

Au Malawi, dès qu'une fille a ses premières menstruations, elle part pour 15 jours dans un camp, où elle va apprendre son « devoir de femme » : un camp d'initiation sexuelle, tenu exclusivement par des femmes, qui va lui enseigner comment satisfaire son futur mari. Sexuellement parlant.

D'une fille à l'autre, cela peut arriver à 15 ans. Ou à 13. Ou bien à 8.

Oui, une enfant de 8 ans, une adolescente de 15 ans se retrouve confrontée à son propre corps, à celui des autres filles autour d'elles. Elles y apprennent des « techniques » supposées les rendre capable de faire plaisir à leurs futurs époux, elles s'y entraînent entre elles, nues, avec des morceaux de bois.

Et ce sont leurs propres mères, leurs tantes, leurs cousines qui les y emmènent : il faut apprendre, c'est la tradition.

Pendant deux semaines, elles sont soumises à ces femmes qui les traitent comme des objets. Puisqu'en effet, dans son témoignage au journal *Le Monde* en 2017, Esitele Paulo, directrice d'un camp, a clairement dit : « elles [...] sont à nous pour deux semaines ».

Toutes les filles savent dès leur plus jeune âge qu'elles devront y aller, dans ces camps. Mais la plupart ignorent de quoi il s'agit. Parfois les plus âgées d'entre elles entendent des rumeurs, mais quoiqu'elles fassent, elles sont obligées d'y aller, contre leur volonté. Avec les premières règles arrive donc la fin de l'enfance, de l'innocence. De la virginité aussi. Parce que la grande majorité d'entre elles, à la sortie du camp, vont rencontrer une hyène.

Une hyène ? Un homme, payé par la famille, pour violer leur enfant.

Et l'hyène n'est pas présente uniquement à la sortie de ces camps, elle est présente tout au long de la vie de la femme. Toute occasion est bonne pour la « purifier ».

Une fausse couche, un avortement ? On embauche une hyène pour éloigner le mauvais sort.

La mort d'un époux? La famille demande à une hyène de vivre avec elle, parfois pendant plusieurs jours, et de la violer autant qu'il ne faut pour la 'nettoyer'.

Eux-mêmes, ces hommes, appelés aussi 'fisi' en langue chichewa, sont très fiers de leur travail, ils ne s'en cachent pas. Pour l'un d'entre eux, Louis Foté (qui ne prend même pas la peine de cacher son nom), interviewé en 2017 par *Le Monde* : *"C'est de l'argent facile, et les femmes y prennent du plaisir !"*

Est-ce réellement ce qu'elles ressentent ? Peut-on vraiment prendre du plaisir lors de rapports sexuels non consentis, à répétition, pendant plusieurs jours ? Peut-on vraiment prendre du plaisir lorsque l'on sait que c'est notre propre famille qui nous a mis dans cette situation ? Peut-on vraiment prendre du plaisir lorsqu'on sait qu'on ne va pas s'en sortir indemne ?

Ces nuits passées avec les hyènes traumatisent leurs victimes.

Car si les conséquences au plan psychologique sont énormes, cela va souvent au-delà. Car les rapports sont bien évidemment non protégés, et débouchent très souvent sur des grossesses non désirées, qui apportent parfois tellement de honte chez les femmes qu'elles préfèrent mentir sur l'origine de leur enfant.

Et qui dit rapports non protégés, dit sida. Au Malawi selon une enquête réalisée par ONUSIDA il y a maintenant plusieurs années, près de 10 % de la population était atteinte du Sida, et encore plus dans certains districts où la tradition est plus que répandue : même si d'intenses progrès ont été remarqués ces dernières années, ces pratiques n'aident pas à la régression de la maladie.

Ces hommes sont recrutés par les chefs traditionnels des villages eux-mêmes. Ils revendiquent haut et fort leur emploi, n'ayant pas peur de la moindre plainte : personne n'osera faire face à la tradition. Sauf qu'à force de revendiquer leur statut si particulier, ils semblent parfois oublier que la loi du Malawi a interdit ces pratiques, et si au niveau local ils semblent intouchables, lorsqu'ils s'imposent plus largement, ils peuvent être arrêtés : cette tradition est devenue illégale en 2013 au niveau national, ce qui permet parfois à certains hommes de payer pour leurs actes. C'est le cas de Eric Aniva, qui, en 2016, clamait auprès de la BBC être séropositif et avoir malgré cela, violé consciemment de très nombreuses femmes, sans les prévenir elles ni leurs familles : il a été arrêté et est en prison depuis maintenant 4 ans.

Ces hommes, qui disent toucher une trentaine de dollars par relation sexuelle, seraient-ils donc sur le déclin ? Car en plus de la loi, certaines mentalités changent : les cheffes traditionnelles de certains villages commencent à dénoncer ces pratiques, certaines femmes commencent à s'y opposer, notamment dans les villes. Certaines jeunes filles, parfois encore enfants lors de leur première rencontre avec un fisi, ont ainsi pris la fuite pour aller se réfugier chez une tante, une connaissance éloignée de sa campagne qui les a protégées.

Mais dans certaines régions, comme celle, très reculée, de Nsanje, la tradition persiste malgré les interventions toujours plus nombreuses d'ONG et la présence d'enquêteurs spécialisés qui parviennent à augmenter le nombre d'arrestations de hyènes.

Le nombre de femmes victimes de ces hyènes est impossible à définir clairement, surtout que en général, il n'y a pas qu'une seule fois. Avoir été violée 3 fois à 44 ans, c'est possible. Avoir été abusée 2 fois à 13 ans, c'est possible.

Même si, pour les premier.ère.s concerné.e.s, il faut séparer les camps d'initiation sexuelle et les viols rémunérés, ces traditions semblent très fortement liées, et démontrent toutes deux la place de la femme dans ces sociétés traditionnelles.

Ce qui est terrible, c'est que presque personne n'est au courant de cela.

Ce qui est terrible, c'est qu'il y a 3 ans, la série de reportages du journal *Le Monde* avait secoué beaucoup de monde, avait permis de parler un peu de ces horreurs. Mais aujourd'hui, qui s'en soucie?

3 ans après, presque personne n'y pense.

Certain.e.s s'étaient dit "mon dieu, mais quelle horreur", "aujourd'hui encore, en 2017 ?!". Mais aujourd'hui encore, en 2020, ce que je viens de vous raconter est toujours d'actualité.

Enfin, à vrai dire, je n'en suis pas si sûre, puisqu'il est impossible de trouver des informations datant d'après 2018 à ce propos. Personne ne s'en est plus préoccupé.

Les propos que j'ai lu il y a 3 ans m'ont obsédé, et m'obsèdent toujours. Régulièrement, j'essaie de trouver des informations, des nouvelles de ce qu'il se passe là-bas, j'essaie de savoir si les choses ont bougé. L'unique chose que j'ai pu apprendre, c'est que depuis février 2017 les mariages de mineur.e.s sont interdits (bien qu'il en existe toujours).

Aucune nouvelle de ces femmes qui ont pris la parole, de ces jeunes filles qui ont témoigné, de ces hommes qui ont violé.

Jeanne Moncey

Alumni du Parcours Europe

Oriane Jolly :

A quand remonte ton expérience PE ? Quel est ton ressenti par rapport à la formation ?

Je faisais partie de la promo Raoul Nordling (2015-2018) en filière Droit. La formation a été très intéressante puisque pluridisciplinaire, et à mon avis c'est son plus gros atout. J'ai parfois l'impression que je ne suis pas assez « spécialisée » en droit quand je discute avec d'autres étudiants en droit « normal » (et ce n'est pas forcément ce qui m'intéresse non plus). De ce fait, je ne m'oriente pas vers une carrière professionnelle strictement juridique. En prenant du recul, les trois années ont été assez éprouvantes : beaucoup de charge de travail, la deuxième année de droit qui n'est vraiment pas fun... mais ça, vous le savez déjà !! Le fait d'avoir une promo avec une classe pendant trois ans permet de créer des amitiés beaucoup plus solides, et ça permet aussi de rendre un peu plus supportable les périodes d'examens. Je suis très reconnaissante du PE pour l'opportunité de partir en Erasmus. Je suis partie en août 2017 à Oslo en Norvège, et je m'y suis installée de façon permanente après le PE. Le fait de pouvoir partir en échange n'est pas donné à tout le monde, et le fait qu'on puisse y accéder est une chance ! En bref, je garde un bon souvenir du PE 😊

Quelles études as-tu menées après ?

Juste après le PE, j'ai été admise dans un LLM (master de droit) en Droit public international avec comme option Droits de l'Homme à l'Université d'Oslo. Le nombre de place étant très limité (22) et ouvert à l'international, j'étais loin de me douter que j'allais être admise... Je pense que le PE a joué un rôle parce qu'il rajoute « un truc en plus » que d'autres étudiants n'ont pas forcément, surtout par rapport à l'étude des Droits de l'Homme. Avoir des notions en sciences politiques et en philosophie peut aider, et le fait que mon Erasmus ait été à Oslo a sans doute aidé aussi. Le master étant ouvert à l'international, tous les étudiants viennent de pays différents donc c'est super intéressant pour débattre ! Le cursus en lui-même était très différent du PE et du système français en général. L'adaptation a pris un peu de temps : à Oslo, les étudiants n'ont généralement peu à apprendre par cœur pour leurs exams. Pour chaque cours (3 par semestre), il y a un ou plusieurs livres à lire, et des cours en amphithéâtre. Les exams se basent sur les livres, et c'est possible d'accéder aux livres du cours pendant l'examen. Du coup, les étudiants apprennent « comment » les choses marchent. Au début, ça a été compliqué pour moi qui étais habituée au bachotage pré-partiel avec mes 15 fiches de révisions apprises par cœur. J'ai l'impression d'avoir mémorisé beaucoup plus de choses ici vu que les profs ne nous demandent pas d'apprendre mais de comprendre ! Même si mon master est en droit, le PE m'a quand même aidé puisqu'il y a beaucoup de choses que j'avais déjà vues pendant la licence. Par contre, j'ai dû bosser un peu plus personnellement sur certaines choses qu'on ne voit pas forcément au Droit PE (genre droit humanitaire).

Gardes-tu un lien avec ton expérience erasmus ? Si oui : pratique de la langue, volonté de retourner travailler dans ce pays, de travailler en lien avec ce pays...?

Totalement ! Je vis encore en Norvège aujourd'hui où j'étudie en anglais mais aussi le norvégien. J'ai acquis un bon niveau B1 après 2 ans en prenant des cours à l'université mais aussi en travaillant dans un café avec des norvégiens. Mon projet pour la suite est d'intégrer une licence de relations internationales, toujours à Oslo, mais cette fois-ci en suivant le cursus en langue norvégienne... Le but est de m'améliorer dans la langue pour devenir le plus à l'aise possible et pour trouver un travail à Oslo par la suite. J'ai remarqué qu'il est difficile d'obtenir un stage ou un job ici sans avoir de connaissances techniques en norvégien. Même s'ils parlent très bien anglais, ça ne suffit pas.



Si vous avez des questions (Norvège? Oslo? Erasmus? PE? ou autre ?), je serais contente d'y répondre 😊

Facebook : Oriane Jolly

Whatsapp : +4746519658

Théo Vion (theo.vion.79@gmail.com) :

A quand remonte ton expérience PE ? Quel est ton ressenti par rapport à la formation ?

J'étais en Droit PE dans la Promo Stefan Zweig donc jusqu'en 2019 ! Une formation au top évidemment, et heureusement que le PE était là après les cours de droit qui n'emballaient pas trop mes passions ! C'est la grande diversité des cours qui m'a plu et m'a ouvert à vraiment pleins de choses ! Je vais me mettre beaucoup de monde à dos, mais énorme big up aux troubadours de la litté ! Au-delà de ça, et au-delà de l'Erasmus, de la simulation du Conseil européen, des émissions radios, des possibles stages, des projets de groupe, de l'AEPE et de ses pôles, de l'Eurostep ou encore de la ville de Nantes, ce sont encore plus les copains du PE, les personnes qui formaient les rangs du Parcours Europe qui apportent la saveur et l'intérêt à la formation. Je pense que grâce à eux, c'était 3 années de découvertes, d'aventures, d'ouverture et de remise en question ! Donc que du bon.

Que fais-tu maintenant ?

Je n'ai pas à proprement parler continué mes études, je suis en ce moment en service civique à Berlin dans le cadre du Volontariat franco-allemand (VFA). Je ne l'envisage pas trop non plus comme une année de césure avec mes études, car cela s'intègre pleinement dans mes idées de projets et d'études futurs!

Je travaille donc dans un centre de jeune et un centre culturel, le Klubhaus à Spandau. C'est incroyable, je bafouille des phrases en allemand avec les jeunes et mes collègues, j'assiste à des évènements culturels et politiques, et aide à l'organisation avec mes muscles et mes idées ! Ce Klubhaus a beaucoup de ressources et pleins de projets sont possibles ! J'ai pu monter par exemple un projet de rap, où on regroupait des rappeurs, qui écrivaient sur des thématiques sociales, avec la possibilité de faire des battles, des concerts, des clips, etc. Et aussi c'était aussi l'occasion pour moi d'améliorer encore plus la langue en écrivant avec eux. Un vrai échange avec un vrai lien de confiance, un lien interculturel d'autant plus !

L'année prochaine, je pense rester sur Berlin pour être absolument excellent en allemand, et je cherche un atelier de réparation de vélo et/ou établissement culturel, comme opéra, galerie, théâtre, pour un stage ou travail de 6 mois/une année. Et ensuite si Goethe me le permet, si je suis assez bon dans sa langue, je m'autostoppe vers l'Italie pour faire un Master en gestion de projet culturel, de fonds européens, ou bien en diplomatie culturelle. Je compte apprendre l'italien, faire mon pesto, voir le Giro, et par la suite monter mon propre atelier interculturel de vélo/centre culturel/organisateur de voyages à vélo à travers notre chère Europe ! L'université de Bologne ou de Sienne m'aguichent.

Je prends conseils pour tout, les universités et le pesto.

As-tu fait des stages ? Si oui, cela a-t-il joué un rôle dans tes choix ?

J'ai fait un stage avec les assistants parlementaires de Delphine Batho dans son cabinet en 2018 pendant l'été, très enrichissant, j'ai pu voir concrètement ce que j'ai étudié en droit, ce qui m'a vraiment plus. A mon gout, il faudrait tellement plus de pratique dans ces études théoriques. Et j'ai réparé des vélos dans un vrai atelier, pour inciter les allemands à rouler sur les pistes cyclables contre le Covid, pas de convention de stage, mais j'ai beaucoup appris.

Les stages jouent évidemment un rôle, c'est une pratique concrète et surtout nécessaire, pour savoir ce que l'on veut vraiment faire. Pour moi l'Erasmus et ce service civique, sont comme les stages que j'ai pu faire, ces expériences murissent, affirment ou infirment les idées du projet de vie !

Gardes-tu un lien avec ton expérience Erasmus ?

J'étais en Erasmus à Vilnius, et le lien que je garde, outre qu'amical, c'est l'envie d'apprendre des langues, et surtout la langue du pays dans lequel je vis, pour comprendre concrètement la culture. J'ai gardé une autonomie, le gout de l'aventure, une ouverture d'esprit !

J'ai pour projet d'y retourner, c'est certain ! Tiens, pourquoi ne pas réfléchir à l'organisation d'un voyage à vélo pour découvrir la culture baltique et les pays Baltes? Bouah ça serait incroyable.



Photo du Klubhaus pendant une session rap

Zoé Durand (zoedurand94@gmail.com) :

A quand remonte ton expérience PE ? Quel est ton ressenti par rapport à la formation ?

J'ai suivi la licence Droit Parcours Europe de 2011 à 2014, promotion Louise Weiss. Même si j'ai adoré mes études qui ont suivi, ça reste pour moi les trois années les plus denses et stimulantes intellectuellement. La richesse et diversité de l'offre de cours était vraiment importante, ce qui est une force immense, mais je crois que je n'avais pas toujours la maturité à l'époque pour me rendre pleinement compte de ce que tout cela pouvait m'apporter. Le PE a aussi cultivé ma curiosité et ma capacité à jongler d'un sujet à l'autre, d'être capable d'appréhender plusieurs enjeux pour une même situation. Je me rappelle aussi d'une formation difficile, très exigeante. En m'impliquant, j'ai acquis une force de travail qui s'est révélée très utile par la suite. A l'époque comme aujourd'hui, je suis très heureuse d'avoir fait ce choix en terminale. Mais sûrement que le cerveau oublie les moments les plus durs avec le temps !

Quelles études as-tu menées après ?

Mon choix de M1 a complètement été lié à ce que j'avais découvert au PE, et surtout sa composante d'ouverture à l'international. Je suis partie à Nanterre (Paris X), en M1 Droit International. J'y ai découvert le droit international privé et ça a été une révélation intellectuelle. J'avais de très bonnes notes dans cette matière et les débouchés professionnels me semblaient plus concrets que ceux liés au droit international public. J'avais fait des stages au Ministère de l'écologie en fin de L3 et de M1, et une carrière dans le public ne m'avait pas convaincue.

J'ai donc enchaîné avec le M2 de Droit International Privé à Paris 1. Je ne pense pas que le PE ait joué un rôle particulier. A mon avis, ils étaient surtout intéressés par les notes de M1, et il n'y a pas eu d'entretien de sélection. L'été entre mon M1 et mon M2, j'ai appris qu'il était possible de rejoindre les programmes Grande Ecole) d'une école de commerce (ceux que l'on intègre le plus souvent via une CPGE type ECE/ECS après un parcours universitaire. Je me suis dit que ça pouvait m'ouvrir des opportunités intéressantes, surtout qu'avec un M2 en poche, je pouvais espérer de très bonnes écoles.

D'ailleurs, ce M2 m'a déçue : je m'attendais à un peu plus d'interdisciplinarité, je saturais du droit, et la rédaction de mon mémoire a été une réelle épreuve. J'ai été prise à l'ESSEC en juin, et à partir de ce moment-là, il a été dur de trouver la motivation pour le rendre en septembre ! Le PE a sûrement joué un rôle dans mon admission à l'ESSEC. A niveau académique égal, c'était un levier pour prouver ma curiosité et mon ouverture sur le monde, qui sont des critères notés pendant l'entretien d'admission.

A l'école, j'ai enfin retrouvé l'interdisciplinarité qui me manquait (coucou le PE !) avec des gens d'horizons et d'envies différentes (coucou le PE ! bis). Je me suis épanouie, notamment parce que j'ai pu tester plein de choses. J'ai fait un stage en Bulgarie chez un des leaders mondiaux de la construction de murs d'escalade (mon sport depuis toujours), puis un autre à Paris en audit financier au cabinet EY. J'avais du mal à trouver du sens dans ce que j'y faisais, et je suis partie en stage de journalisme à l'AGEFI, à Paris, puis à France 2 à Bruxelles. Au niveau des cours à l'ESSEC, au-delà du triptyque classique marketing-finance- entrepreneuriat, j'ai fait un échange académique à l'IFP (Institut Français du Pétrole), une école d'ingénieur spécialisée dans les énergies. J'ai pris des cours de littérature anglophone qui ont changé énormément de choses en moi et m'ont rapprochée des processus créatifs et des mondes culturels.

Qu'as-tu fait après tes études ?

J'ai fini les cours de l'ESSEC en juin 2019 et j'ai déménagé à Londres en novembre. C'était un choix de couple de partir commencer nos carrières respectives à l'étranger. Je travaille chez un distributeur de séries pour enfants, CAKE Entertainment, en tant que Sales Assistant. C'est un poste débutant : je ne suis pas vendeuse mais plutôt en soutien à l'équipe commerciale. Concrètement, je fais des rapports, d'activité, de ventes, de disponibilité de nos programmes ou des doublages en langues étrangères, pour que les vendeurs puissent être les plus efficaces possibles. J'essaie d'améliorer certains process dans ce même objectif. Je suis aussi le lien avec l'équipe juridique pour tout ce qui concerne les contrats et avec l'équipe marketing pour la communication externe, les rapports d'audiences...

CAKE distribue des séries partout dans le monde : j'adore en apprendre plus sur les différences culturelles entre les pays, parfois les enjeux politiques. Tout cela influe sur le business et ce sont des sujets qui doivent être maîtrisés par les commerciaux. Je trouve nombreuses les dimensions de mon job ! Ce n'est pas directement lié à l'Europe, mais ce qui est certain, c'est que je suis ravie d'avoir gardé cette composante internationale. D'un autre côté, c'est un premier pas pour moi dans ce secteur d'activité (production et distribution audiovisuelle) et j'espère évoluer rapidement.

Quels conseils donnerais-tu aux étudiants pour un parcours universitaire réussi ?

- Suivez votre coeur ! N'oubliez pas de kiffer ce que vous faites:

C'est là où vous serez la ou le meilleur.e. C'est parfois difficile à croire, mais les choix que vous faites (pendant vos études et après) ne sont jamais irréversibles. Ils font partie de vous et de votre formation. Vos expériences (au sens large) confirmeront ou infirmeront vos envies, ouvriront de nouvelles pistes, en bref, elles vous apprendront toujours quelque chose.

- Dans la même idée, cultivez-votre curiosité et gardez l'esprit ouvert.

Tout n'est pas voué directement à vous faire avancer dans une carrière ou un parcours universitaire. J'ai entendu des gens qui trouvaient incohérent que je passe de la finance au journalisme, et qu'entre temps je fasse un échange dans une école d'ingénieur. Et pourquoi pas ? Tout cela n'est que subjectif. C'est très bien de savoir parfaitement ce que l'on veut faire, d'être sur des rails, mais ce n'est pas le cas ou même l'envie de tout le monde. Il n'y a pas, en tout cas pas absolument, de chemin plus parfait ou plus rapide qu'un autre. Ça vaut aussi dans l'autre sens : celui ou celle dont vous trouvez les choix « bizarre » a peut-être à vous apprendre...

- Informez-vous, enrichissez-vous des autres et forgez votre réseau.

Si quelque chose vous intéresse, une formation, un secteur d'activité, un métier, c'est le moment de vous regarder autour de vous. Un réseau, ça se crée, que vous ayez des connexions familiales ou non ! Le PE est un super réseau, regardez l'annuaire, envoyez un mail, postez un message sur le groupe inter-promos. Le réseau, c'est aussi celui de votre club de sport ou de vos amis d'enfance. Un message sur LinkedIn à quelqu'un qui a un parcours inspirant peut aussi fonctionner ! Buvez un café ou passez une dizaine de minutes au téléphone avec cette personne, et c'est là que ça deviendra vraiment enrichissant. Personnellement, c'est en allant vers les gens que j'ai obtenu certains stages et les contacts que j'ai trouvés à Londres ont accéléré ma recherche d'emploi.

- Soyez conscient de ce que vous valez.

A la fac, on ne nous apprend pas à nous mettre en valeur, à nous « vendre ». J'ai un souvenir de la fac qui trouve ça limite vulgaire. Spoiler alert : ce sera nécessaire tout au long de votre vie (poursuite d'études, service civique, stages, jobs...) ! Ça ne veut pas dire enjoliver le CV ou mentir : juste savoir détecter les compétences que vous maîtrisez déjà. Par exemple, vous faites des travaux de groupe : vous développez des compétences relationnelles, de diplomatie voire de leadership.



Je reste disponible pour parler de tout ça !

Voici Charlotte Street, où sont situés les bureaux de CAKE

Propos recueillis par Hugo Cauvet

